

15 octobre 2020

(20-7111)

Page: 1/12

Comité des pratiques antidumping

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS
AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD**

GÉORGIE

La notification ci-après, datée du 9 octobre 2020, est distribuée à la demande de la délégation de la Géorgie.

**LOI DE LA GÉORGIE
SUR
L'APPLICATION DE MESURES ANTIDUMPING AUX ÉCHANGES**

Chapitre I. Dispositions fondamentales

Article premier

Portée et objectif de la Loi

1. La présente loi vise à protéger les branches de production nationales contre les importations faisant l'objet d'un dumping sur le territoire douanier de la Géorgie (**à l'exception des zones industrielles franches**).

2. Conformément aux principes et aux normes de l'Organisation mondiale du commerce, la présente loi établit les règles et procédures fondamentales aux fins de l'application de mesures antidumping aux importations faisant l'objet d'un dumping sur le territoire douanier de la Géorgie.

Article 2

Définitions

a) L'expression "**branche de production nationale**" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux qui fabriquent le produit national similaire sur le territoire douanier de la Géorgie (**à l'exception des zones industrielles franches**) ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent la proportion fondamentale de la production nationale totale de ce produit; toutefois, lorsque les producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs ou sont eux-mêmes des importateurs du produit visé par l'enquête dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, l'expression "branche de production nationale" peut être interprétée comme désignant le reste des producteurs.

b) **Personnes liées** – Aux fins de la définition de l'expression "branche de production nationale", les producteurs sont réputés être liés:

b.a) si l'un d'eux, directement ou indirectement, contrôle l'autre;

b.b) tous deux, directement ou indirectement, sont contrôlés par un tiers;

- b.c) si, ensemble, directement ou indirectement, ils contrôlent un tiers, à condition qu'il y ait des raisons de croire ou de soupçonner que l'effet de la relation est tel que le producteur concerné se comporte différemment des producteurs non liés. Aux fins du présent alinéa, l'un est réputé contrôler l'autre lorsqu'il est, en droit ou en fait, en mesure d'exercer sur celui-ci un pouvoir de contrainte ou d'orientation.
- c) L'expression "**mesure antidumping**" s'entend de la mesure antidumping provisoire et/ou du droit antidumping définitif.
- d) L'expression "**mesure antidumping provisoire**" s'entend d'une mesure antidumping ayant des effets de restriction des importations sur le territoire douanier de la Géorgie, qui est appliquée sous la forme d'un droit antidumping provisoire et/ou d'une garantie visant à empêcher que l'importation faisant l'objet d'un dumping cause un dommage à la branche de production nationale pendant l'enquête.
- e) L'expression "**droit antidumping définitif**" s'entend d'une mesure antidumping ayant des effets de restriction des importations sur le territoire douanier de la Géorgie, qui est appliquée sur la base des résultats de l'enquête menée par l'autorité compétente.
- f) Le terme "**exportateur**" s'entend de la personne qui exporte le produit vers le territoire de la Géorgie.
- g) Le terme "**importateur**" s'entend de la personne qui importe le produit sur le territoire de la Géorgie.
- h) L'expression "**parties intéressées**" s'entend des personnes suivantes:
- h.a) un exportateur, un importateur et un producteur étranger du produit visé par l'enquête;
 - h.b) un groupement professionnel, commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent le produit visé par l'enquête;
 - h.c) le gouvernement du pays exportateur du produit visé par l'enquête;
 - h.d) un producteur national du produit similaire;
 - h.e) une association de consommateurs;
 - h.f) un utilisateur industriel du produit visé par l'enquête.
- i) L'expression "**opérations commerciales normales**" s'entend de la vente du produit similaire à un prix au moins égal à son coût.
- j) L'expression "**marge de dumping**" s'entend de la différence entre la valeur normale et le prix à l'exportation en pourcentage du prix à l'exportation.
- k) Le terme "**dommage**" s'entend d'un dommage important ou d'une menace de dommage important pour la branche de production nationale dont l'imminence est évidente.
- l) L'expression "**produit visé par l'enquête**" s'entend d'un produit importé qui fait l'objet de l'enquête indiquée dans l'avis de l'ouverture d'une enquête.
- m) L'expression "**produit similaire**" s'entend d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit visé par l'enquête, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit visé par l'enquête.

n) Le terme "**dumping**" s'entend de la vente du produit visé par l'enquête sur le marché intérieur à un prix inférieur à sa valeur normale; en cas de dumping, le prix à l'exportation du produit visé par l'enquête est inférieur au prix comparable, pratiqué au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire destiné à la vente dans le pays exportateur.

o) L'expression "**valeur normale**" s'entend du prix, pratiqué au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur, ou, en l'absence d'un tel prix, du prix comparable, pratiqué au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire destiné à l'exportation vers un pays tiers approprié.

Article 3

Enquête

1. Au préalable à l'application d'un droit antidumping définitif à une importation faisant l'objet d'un dumping, une enquête est menée en conformité avec la présente loi et d'autres textes législatifs.

2. L'enquête indiquée au paragraphe 1 du présent article est menée pour déterminer si un produit importé a fait l'objet d'un dumping sur le territoire douanier de la Géorgie, si la branche de production nationale a subi un dommage ou une menace de dommage en raison de l'importation du produit faisant l'objet d'un dumping, et s'il existe un lien de causalité entre le dommage et l'importation du produit faisant l'objet d'un dumping.

Article 4

Attributions de l'autorité chargée de l'enquête

1. Aux fins de la présente loi, l'enquête est menée par l'Agence géorgienne de la concurrence, organe indépendant ayant le statut d'entité de droit public (ci-après "l'autorité chargée de l'enquête").

2. L'autorité chargée de l'enquête est habilitée:

a) à demander aux organes administratifs tous les renseignements nécessaires (même confidentiels) au déroulement de l'enquête; ces organes doivent communiquer les renseignements demandés à l'autorité chargée de l'enquête dans un délai raisonnable;

b) à demander aux parties intéressées et aux autres personnes physiques ou morales tous les renseignements nécessaires (même confidentiels) au déroulement de l'enquête; ces personnes doivent communiquer les renseignements demandés à l'autorité chargée de l'enquête conformément aux règles et procédures établies en vertu du Décret du gouvernement géorgien, après s'être assurées de l'authenticité de ces renseignements;

c) conformément à l'alinéa b) du présent paragraphe, en cas de doute sur les renseignements communiqués, à vérifier leur authenticité;

d) si les renseignements demandés n'ont pas été communiqués, à tirer les conclusions pertinentes sur la base des renseignements disponibles.

3. L'autorité chargée de l'enquête, à la lumière des résultats de l'enquête, fait rapport au gouvernement géorgien sur l'opportunité de l'application, du réexamen et du retrait du droit antidumping définitif.

4. Si, au cours de l'enquête, conformément au paragraphe 1 de l'article 15 de la présente loi, il a été déterminé que le produit visé par l'enquête fait l'objet d'un dumping et cause ou menace de causer un dommage à la branche de production nationale, l'autorité chargée de l'enquête présente au gouvernement géorgien un rapport préliminaire sur l'application d'une mesure antidumping provisoire.

Article 5

Décision sur l'application, le réexamen ou le retrait d'une mesure antidumping

1. Dans les 30 jours suivant la présentation du rapport sur l'opportunité de l'application, du réexamen ou du retrait de la mesure antidumping provisoire ou du droit antidumping définitif, le gouvernement géorgien rend une décision sur l'application, le réexamen ou le retrait de ladite mesure.

2. La règle relative à la décision sur l'application, le réexamen ou le retrait de la mesure antidumping provisoire ou du droit antidumping définitif est approuvée en vertu du Décret du gouvernement géorgien.

Chapitre II. Mesures antidumping

Article 6

Fondement de l'application d'une mesure antidumping

Le gouvernement géorgien peut imposer une mesure antidumping à l'égard d'un produit visé par une enquête si l'autorité chargée de l'enquête, sur la base des résultats de l'enquête, détermine qu'il y a eu importation faisant l'objet d'un dumping du produit visé par l'enquête, que la branche de production nationale a subi un dommage ou une menace de dommage, et qu'il existe un lien de causalité entre le dommage et l'importation faisant l'objet d'un dumping.

Article 7

Détermination de l'existence d'un dumping

1. Un produit est réputé faire l'objet d'un dumping s'il est introduit sur le marché intérieur à un prix inférieur à sa valeur normale.

2. La capacité de vente, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire visé par l'enquête, qui est destiné à la consommation sur le marché intérieur du pays exportateur, est réputée être suffisante pour la détermination de la valeur normale si elle constitue 5% ou plus des ventes du produit visé par l'enquête sur le territoire douanier de la Géorgie. Une capacité de vente moindre, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire visé par l'enquête est réputée être suffisante pour la détermination de la valeur normale s'il y a des éléments de preuve manifestes selon lesquels cette capacité permet de déterminer le prix comparable.

3. Lorsque les ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales du produit similaire visé par l'enquête sur le marché intérieur du pays exportateur sont nulles ou insuffisantes, ou lorsque de telles ventes ne permettent pas d'effectuer une comparaison valable du fait de la situation particulière du marché, la valeur normale du produit visé par l'enquête est établie sur la base:

- a) d'un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que la méthode de calcul de ce prix tienne compte du type de produit et du nombre de transactions;
- b) du coût de production dans le pays d'origine, majoré d'un montant raisonnable correspondant aux frais administratifs, aux frais de vente et aux bénéfices.

Article 8

Détermination de la valeur normale dans les pays à économie autre que de marché

Si le produit visé par l'enquête a été importé en provenance d'un pays à économie autre que de marché, la valeur normale est déterminée sur la base de ce qui suit:

- a) le prix comparable payé, au cours d'opérations commerciales normales, lors de la vente du produit similaire destiné à la consommation dans un pays approprié à économie de marché;
- b) le prix comparable payé, au cours d'opérations commerciales normales, pour l'exportation du produit similaire en provenance d'un pays approprié à économie de marché et à destination d'autres pays, notamment la Géorgie;
- c) dans les cas où, aux termes des alinéas a) et b) du présent article, il est impossible de déterminer la valeur normale, celle-ci peut être déterminée sur la base du prix effectivement payé ou à payer en Géorgie pour le produit national similaire, dûment ajusté si nécessaire pour inclure une marge bénéficiaire.

Article 9

Ventes à des prix inférieurs aux coûts

1. Les ventes du produit similaire visé par l'enquête sur le marché intérieur du pays exportateur ou les ventes à un pays tiers à des prix inférieurs aux coûts de production unitaires majorés des frais d'administration, de commercialisation et de caractère général ne peuvent être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix et ne peuvent être écartées de la détermination de la valeur normale que si les autorités déterminent que de telles ventes sont effectuées:

- a) sur une période de plus de six mois;
- b) en quantités substantielles; et
- c) à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable.

2. Les ventes ci-après sont réputées être effectuées en quantités substantielles lorsque l'autorité chargée de l'enquête établit que:

- a) le prix de vente moyen pondéré des transactions prises en considération pour la détermination de la valeur normale est inférieur au coût moyen pondéré;
- b) le volume des ventes à des prix inférieurs aux coûts ne représente pas moins de 20% du volume vendu dans les transactions prises en considération pour la détermination de la valeur normale.

3. Si les prix qui sont inférieurs aux coûts au moment de la vente sont supérieurs au coût moyen pondéré pour la période visée par l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête considère que ces prix permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable.

Article 10

Coûts totaux

Les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais de caractère général et aux bénéfices sont fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes du produit similaire effectuées au cours d'opérations commerciales normales par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne peuvent pas être ainsi déterminés, ils peuvent l'être sur la base:

- a) des montants réels que l'exportateur ou le producteur en question a engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur du pays d'origine, de la même catégorie générale de produits;
- b) de la moyenne pondérée des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;
- c) de toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant aux bénéfices ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine.

Article 11

Prix à l'exportation

1. Le prix à l'exportation s'entend du prix effectivement payé ou à payer pour le produit visé par l'enquête qui a été vendu par le pays exportateur.
2. Lorsqu'il n'y a pas de donnée sur les prix à l'exportation, ou lorsqu'il apparaît aux autorités concernées que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une relation réciproque entre l'exportateur et l'importateur et du fait que chacun est lié à un tiers, le prix à l'exportation peut être construit:
 - a) sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant;
 - b) sur toute base raisonnable que l'autorité chargée de l'enquête peut déterminer si les produits ne sont pas revendus à un acheteur indépendant ou ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés sur le territoire douanier de la Géorgie.
3. Lorsque la valeur normale est déterminée sur la base du pays d'origine, le prix à l'exportation du produit visé par l'enquête est calculé sur la base du prix auquel le produit visé par l'enquête a été vendu dans le pays d'origine lorsqu'il était destiné à l'exportation.

Article 12

Réglementation des prix

1. La comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale est fondée sur le principe de l'impartialité. Ce type de comparaison est effectué au même stade des opérations commerciales, généralement pendant la sortie de l'usine, tandis que pour les ventes, il est effectué au même moment, dans la mesure du possible. Dans chaque cas, une attention suffisante est accordée aux différences influant sur les comparaisons de prix, y compris les différences relatives aux conditions de vente, aux délais, à la fiscalité, aux stades des opérations commerciales, aux quantités, aux caractéristiques physiques et à toute autre différence ayant une incidence sur les comparaisons de prix. Dans les circonstances données, il est dûment tenu compte des coûts, des droits et des taxes payés, ainsi que des bénéfices, au cours de la période comprise entre l'importation et la revente.
2. Si, dans ces cas, il y a une certaine incidence sur les comparaisons de prix, l'autorité chargée de l'enquête détermine la valeur normale au stade de l'opération commerciale correspondant au stade auquel le prix à l'exportation est construit, ou prend en considération les corrections apportées aux éléments indiqués au paragraphe ci-haut. L'autorité chargée de l'enquête indique aux parties intéressées les types de renseignements nécessaires à une comparaison impartiale.

Article 13

Méthodes de comparaison

1. La marge de dumping est normalement établie sur la base d'une comparaison entre la moyenne pondérée de la valeur normale du produit et la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou d'une comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction.

2. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée peut être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si l'autorité chargée de l'enquête constate que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes. En pareil cas, l'autorité chargée de l'enquête définit les raisons pour lesquelles de telles différences ne sont pas prises en compte dans le cadre d'une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction.

Article 14

Détermination de l'existence d'un dommage

1. La détermination de l'existence d'un dommage causé au marché intérieur et d'un lien de causalité est fondée sur le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix du produit similaire visé par une enquête sur le marché intérieur, et l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ce produit.

2. La détermination de l'existence d'une menace de dommage est fondée sur des faits, et non pas seulement sur des allégations ou des conjectures, selon lesquels le changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un dommage doit être nettement prévisible et imminent.

3. L'autorité chargée de l'enquête prend en considération les facteurs connus, autres que les importations faisant l'objet d'un dumping, qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale. Si la branche de production nationale subit un dommage causé par d'autres facteurs indépendamment des importations faisant l'objet d'un dumping, le dommage causé par ces facteurs n'est pas lié aux importations faisant l'objet d'un dumping.

Article 15

Application d'un droit antidumping provisoire

Des mesures provisoires ne pourront être appliquées que si:

- a) une enquête a été ouverte conformément aux dispositions de l'article 20 de la présente loi, un avis a été rendu public à cet effet et il a été ménagé aux parties intéressées des possibilités adéquates de donner des renseignements et de formuler des observations;
- b) l'autorité chargée de l'enquête, pendant l'enquête, détermine que la branche de production nationale a subi un dommage ou une menace de dommage causé par l'importation faisant l'objet d'un dumping;
- c) l'autorité chargée de l'enquête détermine qu'une telle mesure est nécessaire pour empêcher que l'importation faisant l'objet d'un dumping ne cause un dommage ou une menace de dommage à la branche de production nationale pendant l'enquête.

2. Le gouvernement géorgien, sur la base du rapport préliminaire présenté par l'autorité chargée de l'enquête, impose une mesure antidumping provisoire. Cette mesure est applicable dans les 60 jours suivante la date d'ouverture de l'enquête.

3. Le taux du droit antidumping provisoire ne doit pas dépasser la marge de dumping préliminaire qui a été calculée au préalable.

4. Le droit antidumping provisoire est appliqué pendant une période aussi courte que possible, qui n'excède pas quatre mois, ou, sur décision de l'autorité chargée de l'enquête, prise à la demande d'exportateurs représentant une part importante des échanges en cause, six mois. Lorsque l'autorité chargée de l'enquête, au cours de l'enquête, détermine si le droit est moindre que la marge de dumping ou suffirait à faire disparaître le dommage, cette période peut être de neuf mois.

5. Le droit antidumping provisoire est administré par le Service des impôts – entité de droit public (ci-après le "Service des impôts") en conformité avec les règles établies par le gouvernement géorgien. Le montant payé du droit antidumping provisoire n'est transféré dans le budget de l'État géorgien que lorsque la décision d'imposer une mesure antidumping définitive a été prise.

6. Si le droit antidumping définitif imposé par le gouvernement géorgien est moindre que le droit antidumping provisoire, le trop-perçu, conformément à la législation géorgienne, est remboursé au payeur dans un délai de 90 jours et le reliquat de la somme est transférée au budget de l'État géorgien.

7. Si le gouvernement géorgien décide de ne pas imposer de mesure antidumping, le montant du droit antidumping provisoire qui a été payé, conformément à la législation géorgienne, est remboursé au payeur dans les 90 jours suivant la décision.

8. La mesure antidumping provisoire peut également être imposée sous forme d'un cautionnement – un dépôt en espèces ou une garantie – qui doit correspondre au droit antidumping provisoirement estimé et ne doit pas dépasser la marge de dumping provisoirement estimée.

Article 16

Engagements en matière de prix

1. L'enquête peut être suspendue ou close sans imposition de droit antidumping provisoire ou définitif si l'exportateur a contracté volontairement un engagement écrit (ci-après "l'engagement") en faveur de la révision du prix du produit visé par l'enquête ou de l'arrêt des exportations du produit visé par l'enquête à des prix de dumping vers le territoire douanier de la Géorgie et si, après avoir analysé cet engagement, l'autorité chargée de l'enquête détermine qu'il a éliminé les effets dommageables causés par l'importation faisant l'objet d'un dumping.

2. S'agissant de l'engagement contracté en conformité avec les dispositions du paragraphe 1, les augmentations du prix du produit visé par l'enquête qui sont opérées en vertu d'un tel engagement ne doivent pas être supérieures à la marge de dumping. Les augmentations de prix peuvent être inférieures à la marge de dumping si elles suffisent à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale.

3. Un engagement en matière de prix peut être proposé par l'autorité chargée de l'enquête, mais aucun exportateur ne peut être contraint d'y souscrire. Le fait que les exportateurs n'ont pas été invités à contracter ou ne contractent pas un tel engagement ne préjuge aucunement de la possibilité d'envisager un tel engagement. L'autorité chargée de l'enquête détermine si la poursuite de l'importation faisant l'objet d'un dumping constitue une menace de dommage.

Article 17

Acceptation d'un engagement en matière de prix par l'autorité chargée de l'enquête

1. Le gouvernement géorgien ne prend pas de décision concernant l'engagement en matière de prix si l'autorité chargée de l'enquête estime qu'il ne peut être réalisé, par exemple si le nombre effectif et potentiel d'exportateurs est élevé ou pour d'autres raisons telles que les conditions générales. Si l'autorité chargée de l'enquête décide de ne pas approuver les engagements des exportateurs, elle informe dûment ces derniers des raisons pour lesquelles les engagements sont inappropriés. Les exportateurs ont alors une possibilité suffisante de présenter des observations écrites à cet égard.

2. Le gouvernement géorgien prend la décision relative à l'approbation de l'engagement sur la base du rapport préliminaire de l'autorité chargée de l'enquête.
3. L'autorité chargée de l'enquête informe les exportateurs des raisons pour lesquelles une décision défavorable a été rendue à l'égard de l'engagement et leur donne une possibilité suffisante de réagir.
4. Si un exportateur contracte un engagement en matière de prix, l'enquête peut se poursuivre à la demande d'un exportateur ou sur décision de l'autorité chargée de l'enquête.
5. Si, sur la base du rapport de l'autorité chargée de l'enquête, il n'y a pas de dumping, l'exportateur est libéré de son engagement en matière de prix, sauf si la décision négative relative à l'existence du dumping résulte de cet engagement. En pareil cas, l'autorité chargée de l'enquête peut demander la poursuite de l'engagement pour une période raisonnable conformément à la présente loi.
6. L'autorité chargée de l'enquête peut demander à l'exportateur des renseignements sur l'engagement et vérifier son authenticité.
7. En cas de violation d'un engagement par un exportateur, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 16, le gouvernement géorgien entreprend avec diligence une action pouvant consister en l'application immédiate de mesures provisoires sur la base des renseignements disponibles. En pareil cas, un droit antidumping définitif est perçu sur le produit déclaré pour la mise à la consommation tout au plus 90 jours avant l'application de cette mesure antidumping provisoire, sauf pour les importations déclarées avant la violation de l'engagement volontaire.

Article 18

Imposition et application d'une mesure antidumping définitive

1. Le gouvernement géorgien, sur la base du rapport de l'autorité chargée de l'enquête, impose le droit antidumping définitif au produit visé par l'enquête qui cause un dommage à la branche de production nationale.
2. Le gouvernement géorgien, sur la base du rapport de l'autorité chargée de l'enquête, impose la mesure antidumping définitive à chaque exportateur ou producteur, pris individuellement, du produit visé par l'enquête sur la base du principe de non-discrimination, conformément à la règle établie par la législation géorgienne.
3. L'autorité chargée de l'enquête détermine si le droit antidumping (taux de droit) moindre que la marge de dumping est suffisant pour faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale. En cas de détermination positive, le droit antidumping définitif (taux de droit) ne doit pas dépasser cette marge.
4. La décision relative à l'application d'une mesure antidumping définitive doit tenir compte des intérêts de la branche de production nationale ainsi que de l'intérêt général.
5. Le droit antidumping définitif est administré par le Service des impôts en conformité avec la règle définie par le gouvernement géorgien.

Article 19

Période d'application et réexamen du droit antidumping définitif

1. Le droit antidumping définitif est appliqué en vertu de la décision du gouvernement géorgien, qui établit le montant et la période d'application nécessaires à l'élimination du dommage causé à la branche de production nationale par un produit visé par l'enquête.
2. La période d'application du droit antidumping définitif ne peut dépasser cinq ans et est calculée à partir du premier jour de l'application de cette mesure.

3. La période d'application définie au paragraphe 2 du présent article peut être prorogée d'au plus cinq ans lorsqu'au terme d'une nouvelle enquête, l'autorité chargée de l'enquête détermine que la suppression du droit antidumping définitif causerait un dommage à la branche de production nationale. En pareil cas, le droit antidumping définitif peut rester en vigueur jusqu'à ce que la nouvelle enquête soit achevée.

4. L'autorité chargée de l'enquête publie, au plus tard 90 jours avant la date d'expiration du droit, un avis officiel d'expiration prochaine de la mesure antidumping définitive.

5. Après la publication d'un avis officiel, la branche de production nationale peut, dans un délai de 45 jours, demander par écrit à l'autorité chargée de l'enquête d'amorcer la nouvelle enquête.

6. Le gouvernement géorgien, sur la base du rapport de l'autorité chargée de l'enquête, rend une décision concernant la prorogation de la période d'application du droit antidumping définitif.

7. La nouvelle enquête est réalisée dans un délai de 12 mois.

8. Si, à la suite d'une nouvelle enquête, il est déterminé que rien ne justifie l'imposition du droit antidumping définitif, le montant payé dudit droit qui a été recouvré au cours de la nouvelle enquête conformément au paragraphe 3 du présent article est restitué à l'entité qui l'avait versé conformément à la législation de la Géorgie.

Chapitre III. Déroulement de l'enquête

Article 20

Fondement de l'ouverture et déroulement de l'enquête

1. L'enquête est ouverte sur la base d'une demande écrite présentée par la branche de production nationale ou en son nom.

2. La liste des autres documents qui doivent accompagner la demande présentée au titre du paragraphe 1 du présent article est établie conformément à la règle et aux procédures établies par le gouvernement géorgien.

3. L'enquête prévue au paragraphe 1 du présent article ne peut être ouverte que si la demande a été présentée par la branche de production nationale dont la production additionnée du produit similaire constitue plus de 50% de la production totale du produit national similaire, et exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, l'enquête ne peut être ouverte si l'autorité chargée de l'enquête détermine, sur la base des observations des entités qui ont exprimé leur soutien ou leur opposition à la demande, que la part de la branche de production nationale qui a soutenu la demande produit collectivement moins de 25% de la production totale du produit national similaire.

4. L'autorité chargée de l'enquête rend une décision concernant l'ouverture d'une enquête dans un délai de 45 jours civils à compter de la date de présentation de la demande. Ce délai peut être prorogé d'une période n'excédant pas 15 jours afin que l'autorité chargée de l'enquête puisse obtenir des renseignements complémentaires auprès du demandeur.

5. L'autorité chargée de l'enquête, dans les cinq jours ouvrables suivant le refus d'ouvrir une enquête, informe par écrit le demandeur des motifs de cette décision.

6. L'autorité chargée de l'enquête publie sur sa page Web les renseignements concernant la décision d'ouvrir une enquête, le cas échéant. La date de publication des renseignements est considérée comme la date d'ouverture. L'autorité chargée de l'enquête informe immédiatement le gouvernement de chaque pays exportateur de l'ouverture d'une enquête.

7. Dans les 30 jours civils suivant l'ouverture de l'enquête, les parties intéressées peuvent demander par écrit à l'autorité chargée de l'enquête à participer à l'enquête.

8. L'autorité chargée de l'enquête mène l'enquête en conformité avec les règles et procédures établies par le gouvernement géorgien.

9. La durée de l'enquête ne dépasse pas douze mois. Cette période peut être prorogée d'une période ne dépassant pas six mois.

Article 21

Volume d'importations négligeable et marge de dumping de *minimis*

L'autorité chargée de l'enquête n'ouvre pas d'enquête ou ne met pas immédiatement fin à l'enquête si, sur la base des renseignements fournis, il a été déterminé que:

- a) la capacité d'importation en Géorgie du produit visé par l'enquête, quel que soit le pays exportateur, est négligeable, représentant moins de 3% des importations totales du produit similaire visé par l'enquête, sauf lorsque la part totale de ces pays dépasse 7% des importations totales du produit similaire visé par l'enquête;
- b) La marge de dumping est inférieure à 2%.

Article 22

Renseignements confidentiels

1. Les renseignements communiqués par la partie intéressée à l'autorité chargée de l'enquête sont traités de manière confidentielle si l'entité ayant transmis les renseignements prouve que leur divulgation conférerait un avantage concurrentiel à un tiers ou aurait des conséquences négatives pour l'entité ayant transmis les renseignements ou pour la partie qui a communiqué ces renseignements à la partie intéressée. Les renseignements confidentiels ne sont pas divulgués sans l'autorisation de la partie intéressée qui les a communiqués, sauf dans les circonstances définies par la législation de la Géorgie.

2. L'autorité chargée de l'enquête est en droit de demander la version non confidentielle des renseignements confidentiels fournis par la partie intéressée. La version non confidentielle contient l'essentiel des renseignements confidentiels fournis. Si la partie intéressée, en réponse à une telle demande, indique que cette version ne peut pas être fournie, elle en indique les motifs.

Article 23

Non-application de mesures antidumping

1. Le gouvernement géorgien est en droit de décider de ne pas appliquer une mesure antidumping si l'application d'une telle mesure est néfaste pour d'autres secteurs ou l'ensemble de l'économie ou va à l'encontre des intérêts des consommateurs du produit ou des besoins nationaux.

2. La décision relative à la non-application d'une mesure antidumping doit être motivée.

3. La décision relative à la non-application d'une mesure antidumping peut être réexaminée dans un délai d'un an si les motifs de son adoption ont changé.

4. Le gouvernement géorgien publie les renseignements concernant la non-application de mesures antidumping.

Article 24

Recours

1. La décision du gouvernement géorgien concernant l'application, la non-application, le réexamen ou la suppression de la mesure antidumping provisoire ou définitive peut faire l'objet d'un

recours devant le Tribunal municipal de Tbilissi, conformément à la règle établie par la législation de la Géorgie.

2. Le recours concernant la décision du gouvernement géorgien au titre du paragraphe 1 du présent article n'est pas suspensif de l'effet de cette décision.

Article 25

Notification à l'OMC

Le gouvernement géorgien notifie les mesures antidumping à l'Organisation mondiale du commerce conformément à ses règles relatives:

- a) à l'application de mesures antidumping, à l'ouverture des enquêtes et aux procédures connexes;
- b) à l'imposition de droits antidumping provisoires ou définitifs;
- c) à la présentation, au moyen de la formule type, de rapports semestriels sur les mesures antidumping appliquées au cours des six derniers mois.

Chapitre VI

Dispositions transitoires et finales

Article 26

Dispositions transitoires

Le gouvernement géorgien, dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, établit:

- 1. les règles et procédures régissant le déroulement des enquêtes sur l'application de mesures antidumping aux échanges;
- 2. le processus décisionnel suivi par le gouvernement géorgien pour l'application de mesures antidumping aux échanges;
- 3. le règlement administratif concernant les droits antidumping provisoires et définitifs.

Article 27

Entrée en vigueur

- 1. La présente loi, à l'exception de l'article 20, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021.
 - 2. L'article 20 de la présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juin 2021.
-